



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-45
Séance du 7 juillet 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le sept juillet à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Philippe Lenoir, Jean-René Oudinot, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Romane Palau, Paloma Pervent, Brigitte Torrandell, Mme Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Castellon pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Elodie Joannot pouvoir à M. Joël Salgues, Mme Fanny Suau pouvoir à M. Michel Perez, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : M. Théo Briane, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Sylvain Deyrat, M. Didier Huber

Secrétaire de séance : Mme Romane Palau

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 14

Procurations : 4

Absents : 5

Votants : 18

Date de convocation et affichage

1^{er} juillet 2022

Objet : Convention SAFER de concours technique pour la communication d'informations relatives au marché foncier local : autorisation de signature

M. le maire donne la parole à M. Philippe Lenoir qui expose :

En 2012, la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural Occitanie (SAFER Occitanie) avait réalisé un diagnostic de l'espace agricole communal afin de déterminer des zones d'interventions prioritaires, préconiser des actions à mettre en œuvre pour maintenir et développer une agriculture viable et dynamique dans un contexte foncier spéculatif en vue de la revalorisation des terres en friche.

Un dispositif de veille foncière, « Vigifoncier Occitanie » est proposé à la commune. Ce dispositif de veille foncière permet :

- de connaître en temps réel, sur un périmètre donné, toutes les mutations à titre onéreux portées à la connaissance de la Safer,
- d'être informé des transactions opérées par la Safer dans le cadre de son activité traditionnelle d'opérateur foncier,
- d'appréhender les changements possibles d'utilisation des sols et de combattre certaines évolutions en termes d'usage (cabanisation, mitage, dégradation des paysages, changement de vocation ...),
- de protéger l'environnement et les sites sensibles de son territoire,
- de suivre la consommation et l'orientation des espaces naturels, agricoles et forestiers de son territoire,
- d'avoir accès à des indicateurs clés de la dynamique des territoires (occupation et consommation des sols, marchés fonciers...).

Une convention de concours technique pour la communication d'informations relatives au marché foncier local via Vigifoncier est proposée au conseil municipal.

De plus, la convention expose les modalités de saisine de la SAFER par la commune lorsque celle-ci souhaite que la SAFER exerce son droit de préemption sur une parcelle communale. Les interventions de la SAFER, tant en ce qui concerne les acquisitions que les rétrocessions à la commune qui en découlent, restent soumises, lorsqu'elles le doivent réglementairement, aux règles de publicité légales et de passage dans les instances de consultations (commission locale et comité technique départemental) et de décisions (conseil d'administration), et à l'approbation des Commissaires du Gouvernement auprès

de la SAFER. La SAFER est libre d'accepter ou non une demande de la commune.

En cas de demande d'intervention par préemption, une concertation entre la commune, la SAFER, et le correspondant local, sera assurée pour chaque opération. La Collectivité confirmera ensuite par voie postale ou électronique sa volonté de voir intervenir la SAFER et produira dès que possible une décision de M. le maire explicitant sa candidature et son projet pour maintenir la vocation agricole du bien ou pour préserver l'environnement. Cette confirmation engage la commune à être candidate à la rétrocession des biens préemptés. La SAFER, avant d'exercer son droit de préemption, proposera à la commune une promesse d'achat définissant les conditions de l'acquisition projetée.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction sans pouvoir excéder cinq ans et prendra effet à la date de sa signature. Son coût d'utilisation s'élève à environ 290€ la première année (installation, abonnement et hébergement) et 90 € les années suivantes (abonnement et hébergement).

M. Philippe Lenoir donne lecture de la convention présentée et donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Le conseil municipal, après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité :

- autorise M. le maire à signer la convention SAFER de concours technique pour la communication d'informations relatives au marché foncier local ;
- autorise M. le maire à signer tout document relatif à cette affaire ;
- dit que les crédits sont inscrits au budget 2022.

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 26/7/2022.

Roger CAIZERGUES
Maire

Romane PALAU
Secrétaire de séance